



22.041

## **Voranschlag der Eidgenossenschaft 2023 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2024–2026**

### **Budget de la Confédération 2023 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2024–2026**

*Fortsetzung – Suite*

#### CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 29.11.22 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 29.11.22 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 29.11.22 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 29.11.22 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.11.22 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.11.22 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.11.22 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 01.12.22 (FORTSETZUNG - SUITE)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.12.22 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.12.22 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 08.12.22 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

#### *Block 3 (Fortsetzung) – Bloc 3 (suite)*

**Gschwind** Jean-Paul (M-E, JU): Je vais donner les positions du groupe du Centre concernant le bloc 3 relatif à l'environnement et à l'énergie.

A l'Office fédéral de l'environnement, pour le programme Energie Suisse, une minorité Schilliger demande de réduire le crédit de 7,74 millions de francs pour le ramener à 34,6 millions de francs; c'est une réduction de la moitié de l'augmentation proposée par le Conseil fédéral. L'auteur de la minorité affirme que le crédit 2021 n'a pas été totalement épuisé puisqu'il y a un crédit restant de 5,2 millions de francs et que, de plus, il existe des réserves. D'autre part, les coûts de la campagne visant à économiser l'énergie ne sont pas clairs. Il est encore à préciser que, dans la planification financière pour la période 2024 à 2026, l'auteur de la proposition demande que les montants soient ramenés au niveau de 2022.

En décembre 2021, le Parlement a confié quatre nouveaux mandats à Energie Suisse: un programme d'impulsion pour le remplacement des chauffages, un programme de décarbonisation de l'industrie, un programme pour l'introduction de nouvelles technologies et un programme pour lutter contre le manque de spécialistes. Ces programmes sont réalisés en collaboration avec le SEFRI; ils sont très demandés, notamment les conseils pour le remplacement des chauffages. Une réduction des moyens financiers une année après l'entrée en vigueur des programmes serait mal comprise et peut-être assimilée à une politique de "stop and go".

C'est à l'unanimité que le groupe du Centre rejettera la minorité Schilliger et se ralliera à la majorité.

A l'Office fédéral de l'environnement, à la position 810.A236.0121 "Technologie environnementale", une minorité Wettstein demande une augmentation de 1 million de francs, soit de porter le crédit à 5,79 millions de francs au lieu des 4,79 millions proposés par le Conseil fédéral. Pour l'auteur de la proposition de minorité, ce crédit encourage l'innovation dans des projets de recyclage et d'économie circulaire avec la fondation de start-up. Les crédits mis à disposition sont épuisés, alors que des demandes méritent d'être soutenues. Le Conseil fédéral confirme l'intérêt manifesté aux technologies environnementales dans le domaine de l'économie circulaire et du recyclage de matériaux tels que le phosphore ou le béton. Une évaluation externe a montré que cet outil était très prisé des start-up et facile d'accès. Malgré l'augmentation de 1 million de francs accordée pour la période 2021 à 2023, les moyens accordés ont été réduits de 20 pour cent vu le nombre de



demandes très élevé. Une augmentation de 1 million de francs permettrait le financement de quatre ou cinq projets supplémentaires.

La majorité des membres du groupe du Centre suivra la majorité de la commission et rejettera par conséquent la proposition de la minorité Wettstein.

Lors de sa séance extraordinaire du lundi 28 novembre, la Commission des finances a pris connaissance de la deuxième annonce tardive du Conseil fédéral, datée du 9 novembre, relative au supplément II au budget 2022. Il s'agit de trois crédits, pour un montant de 41,5 millions de francs, et d'un crédit d'engagement de 46,5 millions de francs.

Deux minorités, la minorité Schwander et la minorité Egger Kurt, s'opposent aux crédits supplémentaires de 10 millions de francs pour les charges de fonctionnement, de 16,5 millions de francs pour la réquisition des groupes électrogènes, et au crédit d'engagement de 46,5 millions de francs pour l'engagement des groupes électrogènes dans les années à venir.

Il faut préciser que la Délégation des finances a accordé l'avance – en allemand "Vorschuss" – pour tous les crédits, lors de la séance des 21 et 22 novembre, après avoir constaté que les bases légales existaient, notamment la loi sur l'approvisionnement économique du pays et la loi sur l'énergie, et que l'urgence était requise.

Le groupe du Centre ne partage pas l'argumentaire des auteurs des propositions de minorité et pense que la réquisition des groupes électrogènes de secours contribue à la sécurité d'approvisionnement de notre pays, et que les coûts d'une pénurie seraient dramatiques et sans commune mesure avec ceux dont on parle aujourd'hui. A l'unanimité, le groupe du Centre suivra la majorité.

Le groupe du Centre rejettera les deux propositions individuelles Glättli et Storni qui n'ont pas été traitées en commission.

**Andrey Gerhard (G, FR):** Zu Block 3 vorab das Wesentliche: Die grüne Fraktion wird den Minderheitsantrag Schilliger zur Kürzung der Programme von Energie Schweiz ablehnen, dem Rettungsschirm Elektrizitätswirtschaft zähneknirschend zustimmen, bei der Frage der Erhöhung der Mittel für den Herdenschutz nicht geschlossen abstimmen und die Minderheit Wettstein zur stärkeren Förderung von Umwelttechnologien unterstützen. Die diese Woche eingereichten Einzelanträge Storni und Glättli – der eine für eine Abfederung der Energiekosten für Haushalte, der andere für eine Energiesparkampagne – unterstützen wir ebenfalls.

Nun zur etwas längeren Version meiner Erläuterungen: Für die grüne Fraktion stellen die Programme von Energie Schweiz im Bundesamt für Energie eine nicht zu unterschätzende Massnahme dar, nicht nur, um die Gesellschaft für einen bewussteren Umgang mit den Energien zu sensibilisieren – was in der aktuell immer noch sehr angespannten Lage der Energieversorgung angezeigt ist –, sondern auch, um einen wesentlichen Beitrag an eine rasche Umsetzung der Energiewende zu leisten, die unsere Energieversorgung langfristig sicherer und unabhängiger machen wird. Eine Kürzung der Mittel, wie sie die Minderheit Schilliger vorschlägt, schätzen wir Grünen als verfehlt ein und lehnen sie deshalb ab.

Die Notwendigkeit eines Rettungsschirms für die Elektrizitätswirtschaft ist für die grüne Fraktion eine eigentlich nicht hinnehmbare Ausgangslage. Diese Intervention ist nicht nur aus ordnungspolitischer Perspektive, sondern auch im

#### AB 2022 N 2000 / BO 2022 N 2000

Verhältnis zwischen den Staatsebenen höchst fragwürdig. Natürlich ist die Schweiz und mit ihr ganz Europa seit dem russischen Angriffskrieg in der Ukraine in einer schwierigen Lage, welche die bereits bestehenden Probleme der Stromwirtschaft nur noch beschleunigt und akzentuiert hat. Die Alarmzeichen waren aber schon vor dem Krieg sichtbar. Ich erinnere daran, dass das Amt für Bevölkerungsschutz seit Jahren die Strommangelage als höchstes Risiko für unser Land identifiziert. Dass in den Kantonen, aber auch beim Bund die Hausaufgaben nicht gemacht wurden und nicht endlich ein beherzter Ausbau der erneuerbaren Energien angegangen wurde, ist ein Unding. Nun stehen wir etwas mit dem Rücken zur Wand und müssen diesem Kredit zustimmen. Es sei an dieser Stelle angemerkt, dass auch die grüne Fraktion erwartet, dass dieser Rettungsschirm dereinst ohne Kostenfolgen wieder aufgelöst werden kann.

En revanche, le groupe des Verts ne votera pas de manière unanime sur la question de l'augmentation des moyens pour la protection des troupeaux. Même si les Verts soutiennent avec véhémence la protection des troupeaux, un refus de l'augmentation de 4 millions de francs se justifie néanmoins du point de vue de la politique financière. Les moyens à disposition ont déjà été bien alimentés et suffisent pour mettre en oeuvre les mesures nécessaires. Une augmentation aurait donc un caractère plutôt symbolique.

J'en viens à la dernière proposition de minorité du bloc, à savoir celle qui vise à l'augmentation du crédit alloué



aux technologies environnementales. Les nouvelles technologies et approches alternatives apporteront une contribution essentielle à la transformation de notre économie du jetable, fondée sur les énergies fossiles, en une économie circulaire et durable. Il s'avère que la demande de soutien dans le domaine est énorme, puisque les fonds pour le programme actuel sont épuisés jusqu'en 2024. C'est pourquoi les Verts considèrent qu'une augmentation de ces fonds est très importante et que, par conséquent, ils la soutiennent. Je vous prie de faire de même.

**Schneider Schüttel** Ursula (S, FR): Wir sind bei Block 3, "Umwelt und Energie". Bei den Themen Umwelt und Energie standen in diesem Jahr die Energiemangellage und der Rettungsschirm für die Elektrizitätswirtschaft auch im Zentrum der finanzpolitischen Diskussionen. Der Krieg in der Ukraine hat uns auf unangenehme Art aufgezeigt, wie abhängig wir bei der Energie vom Ausland sind. Nicht nur wegen des Klimaschutzes, sondern auch zur Steigerung der Unabhängigkeit der Energieproduktion müssen wir so schnell wie möglich auf erneuerbare Energien setzen und deren Ausbau vorbereiten und vorantreiben. Dabei ist selbstverständlich dem Schutz von Natur und Landschaft und dem Umweltschutz Rechnung zu tragen.

Vonseiten des Bundesrates wurde viel unternommen, um die Energieversorgung der Schweiz sicherzustellen. Beim Rettungsschirm für die Elektrizitätswirtschaft hätten auch wir erwartet, dass die Eigentümer der Energieversorgungsunternehmen – also meist die öffentliche Hand, Kantone und Gemeinden – ihre Verantwortung schneller und besser wahrnehmen. Zusätzlich ist mittlerweile das Reservekraftwerk beschafft worden, das nun in Birr aufgebaut wird. Zudem sollen Notstromgruppen geschaffen werden. Die SP-Fraktion anerkennt den Effort des Bundesrates, der drohenden Energieknappheit im Winter und den Kontingentierungen oder sogar Netzabschaltungen zu begegnen und die damit verbundenen, auch wirtschaftlichen Risiken zu vermindern.

Zu den Notstromgruppen wurde gestern gesagt, sie seien nicht notwendig. Auch wenn wir sie in diesem Winter nicht brauchen würden, so sind sie immerhin eine Investition in die Zukunft. Wir finden, dass wir den Beitrag dafür sprechen sollten. Wir werden namentlich die Minderheitsanträge Schwander und Egger Kurt daher ablehnen.

Es ist jedoch alles zu unternehmen, damit die mit fossilen Energien betriebenen Reservekraftwerke möglichst nicht gebraucht werden. Das heisst, wir müssen unvermindert in erneuerbare Energien investieren und vor allem energieeffizienter werden. Man kann zwar mit der Senkung der Raumtemperatur Energie sparen. Noch nachhaltiger ist aber die Sanierung der Gebäude oder der Einsatz von sparsamen Geräten.

Zum Schutz der betroffenen Bevölkerung in Birr, die einiges auf sich nimmt, um der übrigen Schweiz genügend Strom zur Verfügung zu stellen, sind selbstverständlich alle möglichen Lärmschutzmassnahmen zu treffen. Wir unterstützen daher den betreffenden Nachtragskredit.

Im Auge zu behalten ist die wachsende Belastung der Bevölkerung durch die steigenden Strompreise. Für die Armutsbetroffenen bis hin zu Personen mit mittleren Einkommen werden die Grenzen der Tragbarkeit langsam, aber sicher überschritten.

Den Kürzungsantrag der Minderheit Schilliger bei den Programmen von Energie Schweiz lehnen wir ab. Diese Programme, wie zum Beispiel die Förderung von Fotovoltaikanlagen auf kommunalen Gebäuden oder von Elektroladestationen in den Gemeinden, aber auch die Beratungen zum Heizungsersatz, sind angesichts der angestrebten effizienteren Nutzung und der Förderung der erneuerbaren Energien wichtig und müssen unbedingt weitergeführt werden.

Schliesslich unterstützen wir die Minderheit Wettstein zur Aufstockung des Kredites zur Förderung der Umwelttechnologien. Vor allem in den Bereichen Kreislaufwirtschaft und Recycling von unterschiedlichen Materialien ist die Förderung von Innovationen zur effizienteren Nutzung von Materialien sinnvoll. Mit den zusätzlichen Geldern können mehr Projekte unterstützt und finanziert werden, bzw. damit müssen die jeweiligen Beiträge aufgrund der Menge der Projekte zumindest nicht gekürzt werden.

**Egger** Mike (V, SG): Das UVEK verzeichnet im Voranschlag gegenüber der Rechnung 2020 eine regelrechte Kostenexplosion. Der Aufwand steigt um satte 830 Millionen Franken an. Der Personalaufwand allein beim GS-UVEK in Höhe von 17,7 Millionen Franken nimmt gegenüber dem Voranschlag 2021 um 1,2 Millionen Franken zu, was gemäss Band 2B der Botschaft "auf zusätzlichen Stellenbedarf in den Bereichen IKT, Personal- sowie Betriebskontinuitätsmanagement (BCM) in Höhe von rund 0,7 Millionen zurückzuführen ist". Gegenüber dem Voranschlag 2021 erhöht sich der Personalbestand im GS-UVEK infolge der oben genannten Aufstockungen von 83 auf 93 Stellen. Alle müssen den Gürtel enger schnallen, alle müssen sparen, nur der Bund macht bei den einzelnen Departementen für sich Ausnahmen und gibt weitere finanzielle Mittel und somit Steuergelder aus.

Ich komme zu den verschiedenen Minderheitsanträgen: Die Minderheit Schilliger bei "Programme Energie



Schweiz", das kann ich vorwegnehmen, unterstützen wir. Das Programm Energie Schweiz zielt auf die Erhöhung der Energieeffizienz sowie auf die Steigerung des Anteils der erneuerbaren Energien ab. Das sind selbstverständlich alles löbliche Ziele. Wenn man aber die Handlungsfelder genauer anschaut, dann merkt man, wie diese definiert sind. Es geht um die Mobilität von privaten Unternehmungen, es geht um die Gebäude und erneuerbaren Energien bei Privatpersonen, um Anlagen und Prozessoptimierungen in Unternehmen. Für das gibt es eigentlich die Privatwirtschaft, welche hier sehr gut beraten kann. Im Bereich der Mobilität macht das sehr gerne Ihr Garagist. Im Bereich der Gebäude macht das beispielsweise der Fotovoltaikinstallateur. Und wenn es um Prozesse in Unternehmungen geht, kann man Unternehmensberater engagieren und muss das nicht über Steuergelder abwickeln.

Die Ausgaben sollen nun gemäss Bundesrat von 42,7 Millionen Franken auf 63,8 Millionen Franken erhöht werden. Dies entspricht einem Anstieg von 21,1 Millionen Franken, was in der aktuellen finanziellen Situation völlig unverhältnismässig ist. Die SVP-Fraktion unterstützt aus diesem Grund die Minderheit Schilliger, welche eine Kürzung um 7,74 Millionen Franken beantragt.

Die Minderheit Wettstein fordert eine Erhöhung im Bereich der Umwelttechnologien um 1 Million Franken. Dieser Minderheitsantrag folgt dem Giesskannenprinzip, er dürfte kaum eine relevante Wirkung erzielen. Zudem sollte nicht der Bund als Innovator auftreten, sondern die Privatwirtschaft; dies wird auch dank innovativer Unternehmungen in der Schweiz aktiv gelebt. Die Zahlen- und Faktenlage ist klar: Wir konnten

#### AB 2022 N 2001 / BO 2022 N 2001

den Stromverbrauch pro Kopf senken, wir konnten die Treibhausgasemissionen pro Kopf senken, und dies dank innovativer Unternehmungen, auch in der Schweiz.

Der Einzelantrag Storni, welcher zusätzliche Mittel von 100 Millionen Franken zur Entlastung von privaten Haushalten fordert, ist schon fast ein politischer Hohn. Sie wollen Ihre verfehlte Energiestrategie jetzt auch noch entschädigen. Sie müssen hier Kostenwahrheit schaffen. Das machen Sie ganz bestimmt nicht, wenn Sie jetzt einfach 100 Millionen Franken einzahlen, um den Kostenanstieg im Bereich der Energie zu reduzieren. Das ist nicht korrekt.

Zum Rettungsschirm Elektrizitätswirtschaft haben wir uns schon mehrfach kritisch geäussert. Wir haben immer wieder gesagt, dass dieser Kredit auf einer "Milchbüechli-Rechnung" beruhe, dass die Due Diligence aus unserer Sicht nicht optimal verlaufen sei und dass die Kantone die Gewinne einstreichen würden, ohne sich aber am Risiko zu beteiligen. Darüber wurde in diesem Rat mehrfach hart debattiert. Wir akzeptieren das Resultat der vorherigen Abstimmungen und verzichten auf einen entsprechenden Minderheitsantrag.

Ebenfalls eingegangen bin ich bereits auf die Turbinentestanlage in Birr. Auch dort macht der Bund für sich Ausnahmen: 70 000 Liter Ölverbrauch pro Stunde und Gesamtkosten in Höhe von 485 Millionen Franken sprechen für sich. Hier erinnere ich gerne an die Energiestrategie 2050. In ihrem Rahmen hat der Bund der Bevölkerung nämlich versprochen, dass die Strategie schweizerisch und günstig sein werde. Ihre Auswirkungen sehen wir jetzt!

Zu guter Letzt werden wir auch den Antrag der Minderheit Egger Kurt auf Streichung der Notstromgruppen bzw. der dafür erforderlichen finanziellen Investitionen unterstützen. Auch wir finden, dass diese Investitionen weder angezeigt noch notwendig sind und dass ihr Kosten-Nutzen-Verhältnis nicht stimmt.

**Matter Michel (GL, GE):** La crise énergétique, le risque de pénurie d'électricité en Suisse, la flambée des prix, la transition écologique obligatoire, tout nous pousse à aller de l'avant et à agir.

Le groupe vert/libéral prône une politique énergétique tournée vers l'efficacité, le plein développement des énergies renouvelables, un stockage performant pour affronter les hivers et une collaboration efficace avec nos voisins pour garantir à nos concitoyennes et concitoyens de pouvoir vivre dans une Suisse plus durable. Nous devons lutter avec force contre le gaspillage et encourager toutes les économies d'énergie. Dans ce sens, l'augmentation réjouissante des crédits pour le programme Suisse Energie est essentielle et la campagne d'économie d'énergie intitulée "L'énergie est limitée. Ne la gaspillons pas." est à saluer. Le groupe vert/libéral rejettera la minorité Schilliger.

Concernant les centrales de réserve, nous soutiendrons les propositions du Conseil fédéral. Les groupes électrogènes de secours sont devenus indispensables pour une production accélérée d'électricité, pour affronter la fin de l'hiver et faire face à des situations de pénurie extraordinaire.

Nous soutenons les augmentations de crédit allant dans ce sens, et donc l'augmentation urgente d'un crédit supplémentaire déjà sollicité dans le message sur le supplément II au budget 2022 pour le site de Birr.

Nous rejetterons les propositions Storni, Glättli ainsi que la proposition de la minorité Schwander.

Soucieux du développement de nos start-up et de nos PME ainsi que de leurs innovations si importantes



pour notre pays, le groupe vert-libéral soutiendra la minorité Wettstein, qui souhaite financer de nouveaux programmes, en particulier dans les domaines de l'économie circulaire et du recyclage de toutes sortes de matériaux. Le monde de demain s'inscrit dans le contexte d'aujourd'hui. La promotion des technologies environnementales est en croissance, mais il faut faire plus. Non seulement il faut utiliser mieux et plus longtemps, mais surtout il est indispensable de gagner en efficacité et de favoriser le recyclage. Là encore, la chasse au gaspillage est primordiale.

**Maurer Ueli, Bundesrat:** Der Bundesrat lehnt alle Minderheitsanträge in Block 3 ab. Zu den einzelnen Anträgen nehme ich kurz Stellung.

Die Minderheit Schwander möchte mit ihrem Antrag zum Nachtrag II die von uns per Nachmeldung beantragten 10 Millionen Franken für das Globalbudget des BFE streichen. Hier geht es um die Energiesparkampagne des Bundes. Man kann natürlich immer darüber streiten, was eine Kampagne bringe und was nicht. Ich möchte darauf hinweisen, und das war die Begründung dafür, dass man mit der Privatwirtschaft zusammenarbeiten sollte bzw. dass die Privatwirtschaft hier auch eine Verantwortung trägt. Das ist gerade bei diesem Kredit der Fall. Es gibt die Energiespar-Alliance mit der Privatwirtschaft und verschiedenen Organisationen, die sich zusammengeschlossen haben. Wir sind der Meinung, dass es nach wie vor notwendig ist, die Leute auf die Mangelsituation hinzuweisen und sie zum Sparen aufzufordern. Die Reaktionen darauf sind durchwegs positiv. Wenn diese 10 Millionen Franken nicht bewilligt würden, dann müsste die Kampagne jetzt abgebrochen werden. Das wäre dann ein Zeichen gegenüber den Konsumenten, dass es jetzt offenbar nicht mehr notwendig wäre. Das wäre schade, denn wir müssen diese Energiesparmassnahmen mindestens bis im nächsten Frühjahr durchziehen.

Ich bitte Sie also, den Minderheitsantrag Schwander abzulehnen.

Ein zweiter Minderheitsantrag zu einem Nachtragskredit ist der Antrag der Minderheit Egger Kurt. Hier geht es bei "Notstromgruppen" um die Streichung der 46,5 Millionen Franken. Hier ist einmal zu berücksichtigen, dass der Bundesrat diese Massnahme natürlich schon im August treffen musste, um das damals sicherzustellen. Inzwischen hat sich die Situation erfreulicherweise ja ein bisschen entspannt. Aber es ist doch darauf hinzuweisen, dass wir erst am Anfang des Winters stehen. Wir wissen nicht, wie sich dieser Winter entwickelt, wie sich auch die Energiesituation in der Schweiz und in Europa entwickelt. Der Bundesrat ist nach wie vor der Meinung, dass sich diese Massnahme rechtfertigt, in Anbetracht der Unsicherheiten, die nach wie vor bestehen.

Sollten Sie auf diese Massnahme verzichten, gehen Sie eben unter Umständen schon ein hohes Risiko ein. Eine Energiemangellage während Tagen oder Wochen kann dann sehr viel mehr kosten als diese Vorsichtsmassnahme, die Ihnen der Bundesrat hier vorschlägt.

Ich bitte Sie also, den Antrag der Minderheit Egger Kurt abzulehnen.

Ich komme damit zu den Minderheitsanträgen im Budget.

Zum Minderheitsantrag Schilliger auf eine Kürzung um knapp 8 Millionen Franken in der Position "Programme Energie Schweiz": Ich möchte Sie einfach daran erinnern, dass Sie uns letztes Jahr, 2021, Aufträge erteilt haben: Impulsberatung für Heizungsersatz; Dekarbonisierung der Industrie, Beratung und Roadmap; Dekarbonisierung der Industrie in Bezug auf die Einführung neuer Technologien; Bekämpfung des Fachkräftemangels. Das sind die vier Aufträge, die wir hier umzusetzen haben. Wenn Sie nun die Kredite im Budget 2023 nicht bewilligen, kommen Sie auf Ihren damaligen Entscheid zurück. Wir führen diesen Auftrag aus und sind der Meinung, dass ein Abbruch jetzt eben dazu führte, dass das, was Sie einmal gefordert und bestellt haben, nicht umgesetzt werden kann.

Ich bitte Sie also, auch den Minderheitsantrag Schilliger abzulehnen.

Zum Minderheitsantrag Wettstein: Herr Wettstein möchte im Voranschlag die Position "Umwelttechnologie" beim Bundesamt für Umwelt um eine Million Franken aufstocken. Ich möchte Sie einfach darauf hinweisen, dass wir in diesem Bereich, für welchen eine Aufstockung der Mittel gefordert wird, schon sehr viel machen: Wir haben einmal die Aufstockung der Mittel für einen Technologiefonds, das sind 5 Millionen Franken, die Sie bereits bewilligt haben. Weiter gibt es dieses neue Instrument zur Unterstützung neuer Technologien für die Reduktion der CO<sub>2</sub>-Emissionen, und dafür haben wir 200 Millionen Franken bewilligt. Hier jetzt noch zusätzlich um eine Million aufzustocken, änderte wahrscheinlich nichts – es wäre einfach eine zusätzliche Million. Wir müssen uns

AB 2022 N 2002 / BO 2022 N 2002

vielmehr auf das konzentrieren, was bereits unterwegs ist. Wir dürfen uns auch in diesem Bereich nicht verzetteln und müssen die Kräfte bündeln. Eine zusätzliche Million Franken auf Stufe des Bundes löst wahrscheinlich



nicht viele Impulse aus. Wir sind der Überzeugung, dass wir in diesem Bereich bereits viel machen und entsprechende Programme unterwegs sind.

Ich bitte Sie also, auch den Minderheitsantrag Wettstein abzulehnen.

Dann haben wir den Einzelantrag Storni vorliegen. Herr Storni möchte die Energie um 100 Millionen Franken verbilligen. 100 Millionen Franken sind viel Geld. Wenn wir aber schauen, was das auf den einzelnen Haushalt ausmacht, dann sprechen wir von Bagatellsubventionen, die die Haushalte nicht wirklich entlasten. Die Energie aus der Wasserkraftreserve, um die es hier geht, kostet umgerechnet 0,6 Rappen pro Kilowattstunde. Wir sind der Meinung, dass 0,6 Rappen für die Haushalte tragbar sind, auch wenn die Energiepreise natürlich höher sind, und dass es sich hier nicht rechtfertigt, 100 Millionen Franken auf Stufe des Bundes einzusetzen. Das gilt insbesondere darum, weil Sie dann im Rahmen der Schuldenbremse gleichzeitig sagen müssten, wo Sie diese 100 Millionen Franken wieder einsparen wollten. Das Kosten-Nutzen-Verhältnis spricht auch hier eindeutig für die Ablehnung des Einzelantrages Storni. Diese Bagatellsubventionen erzielen keine Wirkung, aber aufseiten des Bundeshaushaltes erfordern sie dann eben Massnahmen.

Dann haben wir noch den Einzelantrag Glättli. Herr Glättli möchte der Bevölkerung Durchflussbegrenzer zur Verfügung stellen, die in die Duschen sämtlicher Haushalte eingebaut werden könnten. Wir stellen fest, dass das offenbar an vielen Orten bereits entsprechend funktioniert. Dieses Geld hier einzusetzen, würde wahrscheinlich dazu führen, dass Sie Materialien in die Haushalte verschicken würden, die dann nicht angewendet werden könnten. Ich zumindest mit meinen beiden linken Händen, die, wenn es um Handwerkliches geht, erst noch aus lauter Daumen bestehen, dürfte wahrscheinlich überfordert sein. Ich glaube auch, dass das eine Bagatellsubvention ist, die ihr Ziel verfehlt. Ich glaube, wir müssen im ganzen Bereich der Energiesparmassnahmen Schwerpunkte setzen und uns auf Prioritäten konzentrieren. Der Antrag ist wahrscheinlich gut gemeint, erzeugt aber nicht die Wirkung, die der Höhe der Kosten entspricht.

Zusammengefasst bitte ich Sie, sämtliche Minderheits- und Einzelanträge in Block 3 abzulehnen.

**Giacometti** Anna (RL, GR), für die Kommission: In Block 3 liegt ein Antrag der Minderheit Schilliger betreffend das Bundesamt für Energie vor. Sie beantragt, die Mittel für die Programme von Energie Schweiz sowohl für das Jahr 2023 – es geht um eine Reduktion von 7,7 Millionen Franken – als auch im Finanzplan 2024–2026 zu kürzen. Das Parlament hat im Dezember 2021 bei Energie Schweiz vier zusätzliche Programme in Auftrag gegeben. Es handelt sich um Impulsprogramme für den Heizungersatz und um Programme zur Dekarbonisierung von Industrie und Gewerbe, zur Einführung von neuen Technologien und zur Bekämpfung des Fachkräftemangels. Diese Programme können nur mit den budgetierten Mitteln umgesetzt werden. Die Reserven wurden für die Sensibilisierungskampagne gebraucht. Wenn die Mittel gekürzt werden, müssen die Programme wieder zurückgefahren werden. Die Finanzkommission entschied mit 15 zu 8 Stimmen. Die Mehrheit beantragt Ihnen, den Minderheitsantrag Schilliger abzulehnen.

Beim Bundesamt für Energie liegt uns eine Nachmeldung des Bundesrates zum Budget 2023 vor. Es geht dabei um den Rettungsschirm für die Elektrizitätswirtschaft in Höhe von 4 Milliarden Franken.

Der Minderheitsantrag Schwander, welcher die Nachmeldung von 10 Millionen Franken für die Winter-Energiespar-Initiative beim Bundesamt für Energie im Funktionsaufwand streichen will, wurde in der Finanzkommission mit 18 zu 7 Stimmen abgelehnt. Diese Sparkampagne ist aus dem Bedürfnis der aktuellen Energiekrise entstanden und ergänzt die anderen Massnahmen des Bundesrates, damit die Schweiz ihre Energieversorgung für den Winter rasch stärken kann.

Die Minderheit Egger Kurt will bei den Reservekraftwerken den Nachtrag um 16,5 Millionen Franken auf 175 Millionen Franken kürzen; das finden Sie im Nachtrag II zum Voranschlag 2022. Sie will dort ausserdem den Verpflichtungskredit für die Notstromgruppen streichen. Die Finanzkommission hat diesen Minderheitsantrag mit 14 zu 11 Stimmen abgelehnt.

Die Minderheit Wettstein beantragt, beim Bundesamt für Umwelt die Mittel für Umwelttechnologien im Budget 2023 und im Finanzplan 2024–2026 um 1 Million Franken pro Jahr zu erhöhen. Dies bedingt auch eine Erhöhung des Verpflichtungskredites. Das Parlament hat für die Jahre 2021 bis 2023 bereits eine Erhöhung von 4 auf 5 Millionen Franken für die Förderung von Umwelttechnologien beschlossen. Die Finanzkommission hat mit 13 zu 12 Stimmen beschlossen, dem Bundesrat zu folgen und den Minderheitsantrag Wettstein abzulehnen.

Es sind noch zwei Einzelanträge eingereicht worden: Der Einzelantrag Storni will im Budget 2023 einen Betrag von 100 Millionen Franken für Reservekraftwerke einsetzen. Der Einzelantrag Glättli will im Nachtrag II zum Voranschlag 2022 beim Bundesamt für Energie den Funktionsaufwand um 6,5 Millionen auf 16,5 Millionen Franken erhöhen. Diese Einzelanträge konnten in der Finanzkommission nicht behandelt werden. Aus diesem Grund kann ich Ihnen keine Empfehlungen abgeben.



Im Namen der Finanzkommission bitte ich Sie, jeweils der Mehrheit zu folgen und die Minderheitsanträge abzulehnen.

**Grin** Jean-Pierre (V, VD), pour la commission: Au bloc 3, nous avons quatre propositions de minorité, deux propositions individuelles et une annonce tardive. Les propositions de minorité concernent et le budget 2023 et les annonces tardives que la Commission des finances a étudiées lundi dernier.

La proposition de la minorité Schilliger concerne la position 805.A231.0304 "Programme Suisse Energie". Entre le budget 2022 et le budget 2023, il y a une augmentation de 16 millions de francs du crédit prévu, soit 57,6 pour cent. La minorité Schilliger vous demande de diminuer de 7,7 millions de francs le montant du crédit accordé au programme Suisse Energie, ce qui laisse malgré tout une augmentation de 28 pour cent.

Néanmoins, la Commission des finances vous propose, par 17 voix contre 8, de rejeter la proposition défendue par la minorité.

L'annonce tardive du Conseil fédéral concerne les 4 milliards de francs pour éviter une faillite d'Axpo Holding AG en rapport avec l'approvisionnement en électricité.

Aucune minorité ne s'est formée au sein de la Commission des finances pour s'y opposer. Donc, en principe, ces 4 milliards de francs seront acceptés.

La proposition Storni vise à allouer 100 millions de francs qui seraient destinés à couvrir les coûts de la mise à disposition de la réserve hydroélectrique assumés par les ménages privés pendant l'hiver 2022/23. Cette proposition n'a pas été discutée en commission, donc je n'ai pas d'avis à vous donner.

La minorité Schwander demande, à la position 805.A200.0001 "Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)", de supprimer les 10 millions de francs sollicités dans l'annonce tardive du Conseil fédéral pour la campagne de promotion des économies d'énergie dirigée par l'Office fédéral de l'environnement. Cette proposition, la Commission des finances vous propose de la rejeter. Elle a pris sa décision par 17 voix contre 8.

La proposition Glättli vise, comme M. le conseiller fédéral Maurer l'a dit, à mettre à la disposition des ménages des réducteurs de débit pour les douches pour un montant de 6,5 millions de francs. Là également, la commission n'a pas pris position.

La minorité Egger Kurt veut une diminution de 16,5 millions de francs du crédit 805.A202.0191 "Centrales de réserve". La diminution est à réaliser dans le domaine des groupes électrogènes de secours. La commission a rejeté cette proposition par 14 voix contre 11.

#### AB 2022 N 2003 / BO 2022 N 2003

La minorité Wettstein, à la position 810.A236.0121 "Technologies environnementales", propose d'ajouter 1 million de francs au budget 2023, donc de porter le crédit de 4,9 millions à 5,9 millions de francs, et d'augmenter de 1 million de francs ce crédit pour les années 2024, 2025 et 2026. Cette proposition a été repoussée par 13 voix contre 12.

### 1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

#### 1. Budget des unités administratives

#### Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation

#### Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

*805 Bundesamt für Energie*

*805 Office fédéral de l'énergie*

#### *Antrag der Mehrheit*

A231.0304 Programme Energie Schweiz

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

A290.0145 Rettungsschirm Elektrizitätswirtschaft

Fr. 4 000 000 000





(Nachmeldungen des Bundesrates vom 30. September 2022 und 26. Oktober 2022)

*Antrag der Minderheit*

(Schilliger, Grin, Guggisberg, Nicolet, Reimann Lukas, Schwander, Strupler, Tuena)  
A231.0304 Programme Energie Schweiz  
Fr. 34 657 000

*Proposition de la majorité*

A231.0304 Programme Suisse Energie  
Adhérer au projet du Conseil fédéral  
A290.0145 Mécanisme de sauvetage destiné au secteur de l'électricité  
Fr. 4 000 000 000  
(Annonces tardives du Conseil fédéral des 30 septembre 2022 et 26 octobre 2022)

*Proposition de la minorité*

(Schilliger, Grin, Guggisberg, Nicolet, Reimann Lukas, Schwander, Strupler, Tuena)  
A231.0304 Programme Suisse Energie  
Fr. 34 657 000

**Präsident** (Candinas Martin, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Artikel 2 Buchstabe w im Bundesbeschluss II.

*Pos. 805.A231.0304*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 22.041/25745)  
Für den Antrag der Mehrheit ... 122 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit ... 63 Stimmen  
(1 Enthaltung)

*Pos. 805.A290.0145*

*Angenommen – Adopté*

**2. Bundesbeschluss la über den Voranschlag für das Jahr 2023**

**2. Arrêté fédéral la concernant le budget pour l'année 2023**

**Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation**

**Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication**

*805 Bundesamt für Energie*

*805 Office fédéral de l'énergie*

*Antrag Storni*

A290.XXXX Reservekraftwerke  
Fr. 100 000 000

*Schriftliche Begründung*

Swissgrid hat die Wasserkraftreserve für den kommenden Winter im Rahmen eines Ausschreibungsverfahrens gemäss der Verordnung über die Errichtung einer Wasserkraftreserve (WResV) erworben. Insgesamt wurde eine Energiemenge von 400 GWh zu einem Durchschnittspreis von Fr. 739.97 pro MWh eingekauft. Die WResV sieht vor, dass die Kosten von allen Schweizer Stromkonsumenten entsprechend ihrem Verbrauch getragen werden müssen. Das sind etwa 300 Millionen Franken, die die Verbraucher über ihre Stromrechnungen bezahlen müssen, davon etwa 1/3 für private Haushalte, deren Energiekosten aus den bekannten Gründen bereits stark angestiegen sind. Aus sozialpolitischer Sicht ist dies eine problematische neue direkte Belastung für die Bevölkerung, insbesondere für die Einkommensschwachen. Deshalb ist eine weitere Erhöhung der Energiekosten nicht zumutbar.





*Proposition Storni*

A290.XXXX Centrales de réserve

Fr. 100 000 000

**Präsident** (Candinas Martin, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für den Antrag Storni im Anhang 2 von Bundesbeschluss Ib.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 22.041/25750)

Für den Antrag Storni ... 64 Stimmen

Dagegen ... 120 Stimmen

(3 Enthaltungen)

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen*

*Le débat sur cet objet est interrompu*

AB 2022 N 2004 / BO 2022 N 2004